



KPMG S.A.
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège

Association « Fédération des Oeuvres Laïques du Lot »

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association «Fédération des Oeuvres Laïques du Lot»
184, rue des Cadourques - 46000 Cahors

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège

Association «Fédération des Oeuvres Laïques du Lot»

184, rue des Cadourques - 46000 Cahors

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'Association « Fédération des Œuvres Laïques du Lot »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « Fédération des Œuvres Laïques du Lot » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil Fédéral et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil Fédéral.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Labège, le 25 juin 2025

KPMG S.A.

Anne Briqueteur
Associée

COMPTES ANNUELS 2024

BILAN 2024

ACTIF	BRUT	AMORTISSEMENTS et PROVISIONS	NET 2024	NET 2023
<u>Actif Immobilisé</u>				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences	132 249	116 636	15 613	19 136
Immobilisations corporelles				
Terrains et Agencements	3 252 626	157 041	3 095 585	3 098 016
Constructions, Aménagements	10 003 167	6 666 183	3 336 985	3 470 305
Matériels, Mobiliers	2 989 311	2 717 902	271 408	253 456
Immobilisations en cours	512 921		512 921	70 318
Immobilisations financières				
Prêts	127 559		127 559	119 972
Cautionnement	15 015		15 015	15 533
TOTAL I	17 032 849	9 657 762	7 375 087	7 046 735
<u>Actif Circulant</u>				
Stocks	26 641		26 641	31 240
Avances et Acomptes versés	6 676		6 676	7 310
Créances clients et cptes rattachés	218 482	1 046	217 436	104 358
Autres Créances	70 607		70 607	40 900
Valeurs Mobilières de Placements	1 098 000		1 098 000	1 598 000
Disponibilités	1 624 415		1 624 415	1 950 329
Charges Constatées d'avance	31 614		31 614	23 173
TOTAL II	3 076 434	1 046	3 075 388	3 755 310
TOTAL GENERAL	20 109 282	9 658 808	10 450 474	10 802 045

PASSIF	2024	2023
<u>Fonds Propres</u>		
Fonds propres sans droit de reprise	2 220 190	2 220 190
Fonds propres avec droit de reprise	329 273	329 273
Réserves pour projet de l'entité	4 490 790	4 901 644
Report à nouveau	129 516	129 516
Excédent ou déficit de l'exercice	-143 562	-410 853
<u>Situation nette (sous total)</u>	7 026 207	7 169 769
Subventions d'investissement	291 502	294 203
TOTAL I	7 317 709	7 463 972
<u>Provisions</u>		
Provisions pour Retraite	124 640	163 531
Provisions pour Risques et Charges		8 352
TOTAL II	124 640	171 883
<u>Dettes</u>		
Emprunts et dettes financières	2 296 781	2 571 734
Clients avances et acomptes reçus	185 685	162 053
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	272 490	208 335
Dettes sur Immobilisations	21 852	
Dettes fiscales et sociales	194 430	160 327
Autres dettes	32 517	52 693
Produits constatés d'avance	4 370	11 048
TOTAL III	3 008 125	3 166 190
TOTAL GENERAL	10 450 474	10 802 045

COMPTE DE RESULTAT 2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
• Ventes de biens et services (CA)	4 420 016	4 463 495
• Subventions	273 113	266 118
• Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	186 337	250 353
• Autres produits	234 088	238 029
TOTAL I	5 113 554	5 217 995
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
• Achats de marchandises	1 392 202	1 449 352
• Variation de stock	4 599	3 367
• Autres achats et charges externes	954 006	1 005 782
• Impôts, taxes et versements assimilés	141 715	164 450
• Salaires et traitements	1 714 133	1 820 484
• Charges sociales	472 120	486 008
• Dotations aux amortissements et aux dépréciations	411 910	432 235
• Dotations aux provisions	12 342	75 795
• Autres charges	141 138	107 744
TOTAL II	5 244 166	5 545 217
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-130 612	-327 222
PRODUITS FINANCIERS :		
• De participation		
• D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
• Autres intérêts et produits assimilés	51 024	14 935
• Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
• Différences positives de change		
• Produits nets/cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	51 024	14 935
CHARGES FINANCIERES :		
• Dotations aux amortissements,dépréciations et provisions		
• Intérêts et charges assimilées	61 653	68 740
• Différences négatives de change		
• Charges nettes /cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	61 653	68 740
2. RESULTAT FINANCIER (III – IV)	-10 629	-53 806
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I – II + III – IV)	-141 241	-381 027
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
• Sur opérations de gestion	2 904	5 835
• Sur opérations en capital	22 601	73 529
• Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	25 505	79 364
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
• Sur opérations de gestion	11 683	2 954
• Sur opérations en capital	4 465	103 203
• Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	16 148	106 157
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V – VI)	9 358	-26 793
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (VII)		
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VIII)	11 679	3 033
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	5 190 083	5 312 294
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	5 333 646	5 723 147
EXCEDENT OU DEFICIT	-143 562	-410 853

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE ET METHODES COMPTABLES

Faits majeurs de l'exercice 2024 :

L'année 2024 aura connu de nombreux changements voire bouleversements au sein de la Ligue 46.

Face à des résultats déficitaires au cours des dernières années et plus particulièrement en 2023 avec un déficit de 410 853 €, l'association a décidé de faire appel au cabinet HAMAC TOURISME pour l'aider à enrayer le phénomène et revenir à la stabilité.

L'intervention de ce cabinet a permis de faire un 1^{er} bilan constatant de nombreux dysfonctionnements et nécessitant des actions correctrices fortes dans les domaines des ressources humaines, de la finance et dans l'organisation générale de la Ligue.

Ces constats ont naturellement conduit la poursuite de la mission de HAMAC TOURISME pour aider l'association à relever le défi du changement nécessaire au redressement et le retour à l'équilibre.

Au vu de l'état des lieux, cela a conduit les décisionnaires :

- à réorganiser le fonctionnement des villages et du siège en rationalisant les fonctions, cela ayant eu pour conséquence le licenciement de plusieurs salariés essentiellement sur le service vacances et la révision des tâches de chaque salarié,
- aux départs du directeur général et du directeur de Cap Océan (retraite) en fin d'année,
- à mener une politique d'économie/austérité sur tous les postes de dépense en revoyant certains contrats à la baisse sans que cela ne vienne obérer le fonctionnement global,
- à revoir profondément la politique commerciale de la Ligue en prenant pour cap 2025/2026 de maintenir le secteur dit « social » et de développer le secteur dit « commercial » par une action plus offensive sur la vente des séjours et une augmentation des périodes d'ouverture de nos villages afin d'offrir plus d'opportunités et de réaliser plus de chiffre d'affaires pour couvrir les frais fixes incontournables.

Méthodes comptables :

La Ligue de l'Enseignement du Lot est une Association Loi 1901 constituée le 12/03/36 reconnue d'utilité publique le 20/08/48 qui a pour objet de faire aimer et défendre l'Ecole Publique, de rester fidèle à ses principes et d'en prolonger l'action tant au point de vue éducatif que social.

Elle est, entre autres missions, habilitée à organiser et gérer toutes œuvres éducatives et sociales laïques.

La Ligue de l'Enseignement du Lot établit, depuis le 01/01/2000, un bilan fiscal et compte d'exploitation du secteur taxable tel que défini par les services fiscaux (courrier du 24/04/2000).

Les résultats de l'Association font l'objet d'une affectation proposée par le Conseil d'Administration et approuvée par l'Assemblée Générale.

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 ont été élaborés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices et en presumant la continuité de l'exploitation.

Les documents qui vous sont présentés correspondent au cumul des comptes de nos établissements, de nos différents services et activités. Les prestations réciproques ont été neutralisées au niveau des comptes généraux.

➤ Immobilisations corporelles :

Il est fait application des règlements ANC 2004-06 du 23/11/2004 relatifs à la définition comptabilisation et évaluation des actifs et ANC 2002-10 du 12/12/2002 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

➤ Fonds propres :

- **Fonds propres avec droit de reprise** : Il est constitué de la valeur d'apport des biens affectés : mobilier et matériel du centre de Bolquère mis à disposition de la FOL du Lot par le Conseil Départemental du Lot.
- **Fonds propres sans droit de reprise** : Il est constitué des excédents de fonctionnement et subventions d'équipement.
- **Réserve de trésorerie** : Elle est constituée par affectation des résultats suite à une décision de l'Assemblée

Générale.

- **Fonds propres consommables (Subvention d'investissement non renouvelable) :** Des subventions ont été accordées par divers organismes pour financer l'acquisition des biens et des travaux de rénovations.
- **Réserves :** Ces réserves ont été constituées par prélèvement sur résultat après décision de l'Assemblée Générale.

➤ **Provisions pour charges :**

Les provisions pour charges sont destinées à couvrir des charges diverses. Les droits acquis à la clôture de l'exercice en matière d'indemnité de départ à la retraite ont été enregistrés en provision pour charges. Ces droits sont actualisés à la clôture de chaque exercice.

➤ **Emprunts et dettes financières :**

Figurent sous cette rubrique le solde restant à rembourser des emprunts contractés pour financer des investissements.

➤ **Dettes fiscales et sociales**

Les droits acquis au 31/12/2024 par le personnel au titre des congés payés ont été comptabilisés.